

Le lendemain matin le déballage commença. Des toiles de maîtres se promènèrent de main en main jusqu'à ce que la chaîne aboutisse à un mur de soutien. Il y en eut bien quelques-unes qui glissèrent sous les bottes, mais la consigne était d'aller vite ! Un magnifique portrait de femme de Santerre y gagna une longue déchirure.

En moins d'un jour 400 caisses furent ouvertes. La Luftwaffe n'avait pas perdu son temps !

ARRIVÉE DES ALLEMANDS AU JEU DE PAUME

CHAPITRE VII

Le musée des Écoles étrangères contemporaines installé dans le pavillon consacré anciennement au Jeu de Paume sur la terrasse des Tuileries, présentait avant-guerre de nombreuses expositions et gardait à demeure une sélection des œuvres d'art les plus significatives de l'École de Paris. Il jouissait, en raison de sa spécialisation et de son caractère international, d'une réputation méritée en France et au delà des frontières.

Depuis dix ans je m'y consacrais avec un intérêt croissant, tant était vivante la recherche à poursuivre dans les grands courants artistiques modernes. Peu avant la guerre, bâtiment et collections m'avaient été confiés.

Lorsque je revins à Paris, les premiers jours de juillet, au début de l'occupation allemande, je me demandais ce que j'allais bien pouvoir faire dans un musée ainsi privé de son activité. Je croyais devoir m'en tenir à ces travaux de documentation que l'on n'a jamais le temps d'exécuter en période normale.

L'arrivée des camions allemands chargés d'œuvres d'art, venant soit du Louvre, soit de l'ambassade, avec une escorte militaire, transforma immédiatement l'atmosphère autour de moi.

Salles et bureaux furent immédiatement occupés. Les soldats de la Luftwaffe y transportèrent les caisses qu'ils convoyaient et les firent résonner sans ménagement entre ces murs habitués à d'autres échos.

Le lendemain matin 1^{er} novembre, le directeur des Musées nationaux et son adjoint, M. Billiet, vinrent au musée prendre contact avec les nouveaux occupants. Allait-on enfin pouvoir établir cet inventaire contradictoire, dont le principe avait été retenu au cours de la conférence qui avait précédé l'installation au Jeu de Paume ?

Nous voulions croire, avec une conviction qui tenait de la foi — plus que de toute autre certitude — que ce projet avait été arrêté définitivement. Les Allemands s'empresèrent de nous déromper.

Je commençai, malgré tout, cet inventaire et m'étonnai qu'aucun expert allemand ne l'entreprît avec moi comme convenu. Aucune place, aucun bureau, n'étaient réservés à cet effet. Les peintures s'empilaient contre les murs sans vérification ni pointage.

Je m'installai de manière à noter au passage ce que je pouvais apercevoir en cours de transport, mais les soldats semblaient accélérer à dessein la rapidité de leurs mouvements.

Une véritable fébrilité imprégnait l'atmosphère et précipitait tous les gestes. Je compris très vite que j'étais seule à m'intéresser à cet inventaire dont personne ne se souciait autour de moi.

Une visite importante était attendue, celle du Reichsmarschall Goering lui-même. Les tableaux confisqués des collections israéliennes devaient lui être présentés accrochés comme pour une véritable exposition destinée à lui seul. Le personnel et les soldats de sa Luftwaffe s'affolaient devant tant de responsabilité et tant d'honneur !

En me rappelant cette scène je pense qu'il fallait avoir gardé beaucoup d'illusions pour tenter ainsi de contrôler le vainqueur... Nos efforts déjà peu adaptés à l'ensemble de la situation s'accordaient plus mal encore avec les préoccupations du moment. Nous autres Français ne pouvions faire que triste figure dans la fête qui se préparait.

Je continuai néanmoins à établir des listes aussi complètes et précises que possible, pour montrer à ces Allemands qu'une Française aussi savait obéir aux ordres, même sans croire à leur efficacité...

Cet exercice qui tenait de la voltige autour des toiles dura jusqu'à midi, lorsque surgit un long personnage en uniforme, au visage nerveux et sans bonté. Il se dirigea directement vers le cahier sur lequel s'inscrivait un inventaire approximatif et le ferma d'un geste catégorique.

Il s'agissait du Dr Bunjes dans une de ses manifestations coutumières. Dans ce cas particulier son attitude était d'autant plus naturelle qu'il avait changé d'idée et n'était plus partisan de ce fameux inventaire contradictoire dont M. Jaujard lui avait cependant fait accepter le principe deux jours avant.

Dans un rapport adressé à ses chefs le 18 août 1942, le Dr Bunjes expose son point de vue sur les instances réitérées des Musées nationaux et de l'administration des Domaines pour obtenir l'établissement d'une liste contrôlée des œuvres d'art saisies dans les collections israéliques (1). Feignant d'ignorer les véritables raisons des requêtes françaises, il se contente de célébrer la valeur scientifique du travail allemand :

« On ne peut donner suite à la demande des fonctionnaires français de faire des inventaires, dit-il. Du reste les savants allemands sont capables de les faire eux-mêmes de façon très parfaite. »

Tel fut le prétexte invoqué pour cacher la vérité; il vise à

(1) Rapport du Dr Bunjes sur la sauvegarde des œuvres d'art appartenant aux Juifs qui ont quitté la France, daté du 18 août 1942.

tout autre chose qu'à répondre à une question gênante. Le geste qui avait fermé le cahier du Jeu de Paume était certainement plus direct et plus franc que les arguments présentés plus tard dans cette note.

Cela débutait bien mal en ce jour de la Toussaint de l'année 1940, premier jour de l'occupation allemande du Jeu de Paume!

Conformément aux accords passés à la direction des Musées avec les Allemands, plusieurs de mes collègues étaient venus me secourir. Ils se préparaient à prendre la relève lorsque arriva le Dr Bunjes, qui leur enjoignit de s'en aller et de ne pas revenir.

Étant attachée à la conservation du musée je ne me crus pas visée par cet ordre; mon intention était arrêtée, je m'efforcerais de rester.

Je ne comprenais pas encore très nettement les raisons qui me poussaient à cette décision, ni de quelle manière je pourrais être utile et justifier ma présence puisqu'il n'était plus question d'inventaire français. Seule était précise ma détermination de ne pas quitter la place. L'accord de mes chefs m'enleva les derniers doutes que j'aurais pu avoir sur ce que j'avais à faire.

Mais quel allait être mon sort au milieu de tous ces Allemands, soldats, policiers ou experts d'art, qui commençaient à s'installer, comme chez eux, dans ce musée où rien ne m'était indifférent?

Une garde de huit hommes bottés et casqués prit possession des bureaux, tandis que des factionnaires montaient la garde à la porte du bâtiment.

D'autres militaires, que l'on sentait beaucoup plus policiers que soldats, portaient le brassard rouge du Parti et la croix gammée sur leurs uniformes bruns. Ceux-ci se contentaient de se promener à l'intérieur des salles. Enfin les experts en blouse blanche ne cachaient pas leur satisfaction totale devant la qualité des chefs-d'œuvre qu'ils accrochaient au mur.

Cinq gardiens du musée restaient affectés aux chaudières,

aux nettoyages et aux manutentions. Deux autres avaient été cédés par l'équipe d'ouvriers spécialistes attachée au Louvre. Enfin des emballeurs, déjà employés par l'ambassade d'Allemagne, accompagnaient les caisses confectionnées par eux rue de Lille.

Le rythme fiévreux qui avait bousculé la tranquillité du Jeu de Paume entraînait toutes les activités. L'exposition devait être prête pour le lendemain.

Pour s'en assurer von Behr arriva. C'était la première fois que je le voyais en grand uniforme, tel que l'imagerie populaire représente le guerrier allemand sous son aspect triomphal. Grand, portant beau, la casquette ombrageant le visage de qui pour cet homme d'âge mûr avait le grand avantage de cacher un de ses yeux qui était de verre. Il ne manquait pas de charme et parlait bien le français. Comme ils étaient encore dans l'euphorie de leur victoire, les conquérants se montraient aimables, pour bien nous persuader qu'ils n'étaient pas des sauvages.

D'une conversation mondaine qui suivit découla sans doute l'autorisation qui me fut accordée par ce seigneur de la guerre de me maintenir dans mon ancien musée devenu son fief.

Le soir de ce 1^{er} novembre les portes du Jeu de Paume se fermèrent sur un monde que des factionnaires en armes allaient pendant quatre ans interdire à tous ceux qui, Allemands ou Français, ne pouvaient présenter un Ausweis signé du colonel von Behr. Il eût été d'ailleurs bien imprudent de se recommander de toute autre autorité.

CHAPITRE VIII

GÖRING INTERVIENT

Les deux étages du musée avaient pris leur parure des grands jours de vernissage, les murs du Jeu de Paume étaient couverts de tableaux, de précieux tapis s'étendaient sur tous les parquets.

Les inestimables collections du baron Édouard de Rothschild avaient la vedette. Les toiles enlevées des grandes galeries d'art parisiennes étaient réunies, pour la première fois peut-être, sans compétition ni priorité. Les chefs-d'œuvre étaient de tous les temps et de tous les prix. Bien disparate cette exposition ! Mais rien n'y était indifférent ou sans valeur.

Göring en civil, long manteau et chapeau cassé au-dessus du front, tout autre qu'il n'était attendu, fit son entrée accompagné de son expert d'art, Walter Andreas Hofer, des autorités de l'Einsatzstab et de la Luftwaffe. Les officiers en grand uniforme faisaient ressortir étrangement médiocre la pesante et bourgeoise silhouette du visiteur qu'ils escortaient.

Göring vit toutes les peintures, l'une après l'autre, et s'intéressa à chacune d'elles. La guerre et sa fortune mettaient à sa merci quelques-uns des plus célèbres tableaux de Rembrandt, Teniers, Vermeer, Renoir ou Gauguin. Un tel rassemblement avait été réalisé pour lui seul !

Il est probable que, si cette première exposition n'avait pas ébloui le Reichsmarschall, l'histoire de l'E.R.R. et des œuvres d'art confisquées eût été différente.

Dans sa recherche persistante pour enrichir la collection qu'il

s'était constituée depuis le début du national-socialisme, Goering venait de rencontrer l'occasion unique et comptait bien en faire son profit.

L'E.R.R. avait aussi trouvé son véritable maître.

Le moment cependant n'était pas encore venu pour celui-ci d'arrêter son choix parmi tant de chefs-d'œuvre et de se les attribuer ouvertement. Des décisions administratives devaient intervenir auparavant pour fixer l'utilisation de ce butin.

Le 3 novembre, le Reichsmarschall passa la totalité de sa journée au Jeu de Paume et ce ne fut pas suffisant. Tous les tableaux saisis jusqu'alors, n'avaient pu, en raison de leur grand nombre, être accrochés au mur. Il fut décidé de les présenter dans leur totalité deux jours après et Goering, en l'honneur de cette seconde exposition, prolongea son séjour à Paris.

Il apparut à nouveau le visage épanoui, très loquace, s'exclamant pour célébrer les mérites de ses peintures préférées, discutant avec les experts qui l'entouraient; prenant en main les tableaux pour les étudier de plus près ainsi qu'un véritable connaisseur.

Faut-il s'étonner que l'ordre du Reichsmarschall, dicté le 5 novembre (1), ait clôturé ces visites consécutives? Par ce programme officiellement arrêté, Goering s'autorise à compléter sa collection avec les œuvres d'art confisquées. Comme il est avantageux d'être juge et partie!

Dans la crainte que ces chefs-d'œuvre ne lui échappent, le Reichsmarschall est pressé d'en régler le sort et il ne peut attendre le consentement du Führer. Aussi avant de quitter Paris donne-t-il à von Behr et aux experts, qui pourtant ne dépendent pas de lui, des ordres émanant de sa seule compétence.

Nul doute qu'il n'ait à ce moment-là résolu de s'imposer coûte que coûte et de faire entériner ses décisions par Hitler. La confirmation du chancelier du Reich prendrait de ce fait une

(1) Voir p. 44.

double valeur en reconnaissant l'autorité de Goering sur l'E.R.R. Après cette brillante performance de substitution de pouvoirs, on imagine la réaction d'Alfred Rosenberg supplanté dans son propre domaine.

Une conférence tenue à Berlin autour de Rosenberg suivit la visite de Goering à Paris. Robert Scholz, chef des experts de l'E.R.R., homme de confiance du Reichsminister, est envoyé d'urgence par son chef, au Jeu de Paume, pour avoir un compte rendu exact de ce qui s'y était passé les 3 et 5 novembre. Lorsqu'il arriva, l'ordre laissé par le Reichsmarschall avait déjà reçu l'entière approbation d'Hitler.

Goering n'avait pas perdu de temps! Il avait obtenu du Führer non seulement l'autorisation d'examiner les collections saisies, mais encore il s'était fait reconnaître le droit d'en disposer.

Ainsi, à peine l'E.R.R. était-il installé au Jeu de Paume, au début de novembre 1940 que sa domination par Goering était assurée. L'enrichissement des collections du Reichsmarschall ne l'était pas moins.

Le mécontentement qui dut atteindre Rosenberg, en même temps que les nouvelles rapportées de Paris, se laissa certainement percevoir dans l'entourage de Goering, car celui-ci éprouva le besoin d'écrire à son collègue une longue lettre qui prit la forme d'un contrat à la fois impérieux et amical (1).

Goering rappelle tout d'abord, pour diminuer l'adversaire, que le choix de Rosenberg comme ministre responsable pour les œuvres d'art avait donné lieu à de longues hésitations, mais que lui-même avait bien accueilli cette nomination. Cependant, fait-il remarquer, d'autres autorités supérieures, Ribbentrop et Goebbels, prétendent aussi posséder les pouvoirs du Führer... En conséquence, mais cette déduction reste sous-entendue, la personnalité du Reichsmarschall en les surclassant mettrait fin à toute discussion.

(1) Lettre adressée par le Reichsmarschall au camarade du Parti Rosenberg, datée de Rominten, villégiature du R.M., le 21 novembre 1940.

Après avoir fait ainsi valoir sa candidature, — qui d'ailleurs n'est plus à remettre en question, — il insiste sur l'aide déjà apportée par lui à l'E.R.R. dont il a soutenu énergiquement le travail en lui donnant les moyens de transport et la garde de la Luftwaffe.

De plus, écrit-il à Rosenberg, « je voudrais attirer votre attention sur le fait que j'ai pu obtenir des biens culturels de valeur de propriétaires juifs. Je me les suis procurés dans leurs cachettes qui furent très difficiles à trouver. Je les ai découvertes il y a longtemps, par la corruption et l'emploi de détectives français et d'agents criminels. Cette activité continue actuellement, de même que l'activité de mes autorités d'investigation pour les échanges étrangers et la fouille des coffres de banque. Dans les deux cas les résultats seront communiqués à votre état-major qui sera alors requis de saisir les articles et de les transporter. Je considère la coopération entre votre état-major et le bureau de M. Turner à Paris comme excellente et répondant au plus haut degré à mes buts. »

Peu après, dans la même lettre, il précise à nouveau : « J'ai ramené à la lumière, hors de leurs cachettes, une très grande partie des trésors artistiques. »

Que penser des interventions du deuxième personnage de l'État nazi telles qu'elles sont définies par lui-même?

Bien entendu, comme toujours, un excellent prétexte motive cette action. Goering le rappelle à la fin de sa lettre en donnant l'assurance que sa collection sera léguée à l'Allemagne. Ce qui doit faire apprécier à Rosenberg son parfait désintéressement.

Ce long développement épistolaire met au point une situation de faits et détermine les responsabilités. Cet état de choses durera au musée du Jeu de Paume pendant deux ans.

Si Alfred Rosenberg reste administrativement le chef de l'E.R.R., l'autorité effective incombe désormais au Reichsmarschall (1) et à ses représentants.

(1) Un ordre de Goering daté du grand quartier général le 1^{er} mai 1941 confirme vis-à-vis de l'armée sa prise de position. En annexe, traduction, Document 8.

Finie la bataille des préséances et les conflits entre services rivaux : Abetz et von Künsberg d'une part, le Kunstschutz de l'autre (1). Finie aussi l'autonomie de l'E.R.R. sous le contrôle de Rosenberg. L'huître a été gobée en laissant les plaideurs sur place et sans emploi. Plus rien désormais ne peut arrêter le Reichsmarschall dans l'exécution de ses projets. Tout ce qui va se passer au centre de confiscation de Paris sera contrôlé par lui, ou pour lui.

On comprend pourquoi le bâtiment est gardé de façon aussi sévère par les soldats de sa Luftwaffe ou les officiers de la Gestapo — Chasse réservée.

Il est bien difficile de tout prévoir. Les projets les mieux conçus n'ont pas toujours les résultats escomptés; c'était ce qu'on pensait à la direction des Musées nationaux en voyant la tournure que prenaient les événements.

Après les visites des 3 et 5 novembre, je rapportais à mes chefs l'impression laissée par ces prospections d'un amateur passionné, ne cherchant pas à cacher son enthousiasme pour les peintures qui lui étaient présentées. Mais que pouvions-nous déjà connaître de ses véritables intentions et des luttes qui à nouveau mettaient aux prises différents organismes allemands, trois jours seulement après l'installation de l'E.R.R. au Jeu de Paume.

L'importance accordée à ces expositions confidentielles, les visites qu'elles recevaient alertaient cependant notre inquiétude; car il n'était pas possible d'oublier qu'un tel intérêt était manifesté par le second personnage d'une chancellerie qui avait ordonné la « sauvegarde » des collections israéliques.

Dès ce moment une crainte s'imposa : celle du départ des œuvres d'art saisies pour l'Allemagne.

(1) Plus tard, lors d'une visite de Goering au Jeu de Paume le 5 février 1941, le comte Metternich, chef du Kunstschutz et son adjoint le Dr von Tieschowitz, s'annoncèrent comme représentant du commandant en chef en France. Le Reichsmarschall ne voulut pas les recevoir. (D'après le compte rendu de cette visite fait par le Dr Bunjes au conseiller d'État Turner, P.P./J.B. 5640.)

A la direction des Musées bien qu'on gardât peu d'illusions sur ce qui allait suivre, c'est avec sang-froid qu'on s'efforçait d'enrayer les événements.

Interférence difficile et dangereuse, probablement inutile aussi, car nous semblions n'avoir plus d'autre possibilité que celle de subir la volonté du vainqueur; mais l'esprit d'acceptation ne caractérisait ni M. Jaujard ni M. Billiet.

Malgré l'échec de leurs premières tentatives tous deux s'efforcèrent de tenir en alerte les autorités françaises pour que soit établi un barrage, administratif, juridique, ou autre, — quel qu'il soit — contre les exactions de l'E.R.R.

Ce ne fut que le 5 décembre de cette première année d'occupation que se noua une alliance profitable avec la direction des Domaines. Désormais, c'est avec ce service du ministère des Finances que les musées conduiront leur résistance.

Dès le premier échange de vues entre les deux administrations on fait loyalement de part et d'autre, le point de la situation. Les fonctionnaires des Domaines reçoivent communication des protestations antérieures adressées les 5 et 23 octobre au Kunstschutz, c'est-à-dire à l'Administration militaire en France (1).

Une lettre capitale, véritable assaut diplomatique, est alors envoyée le 14 décembre par le ministre secrétaire d'État aux Finances au général de La Laurencie, délégué du gouvernement français pour les territoires occupés (2). Dans ce texte élaboré en commun par les directeurs des Domaines et des Musées nationaux, la nécessité d'obtenir le libre accès des salles où sont rassemblées les œuvres d'art est particulièrement soulignée.

(1) Lettre du directeur des Musées nationaux au directeur des Domaines en date du 5 décembre 1940, lui envoyant copie des lettres des 5 et 23 octobre 1940 adressées par la direction des Musées au comte Metternich.

(2) Lettre du secrétaire d'État aux Finances à M. le général de corps d'armée délégué général du gouvernement français pour les territoires occupés — n° 124 E — en date du 14 décembre 1940. En annexe, Document 9.

Ces réclamations doivent atteindre les dirigeants nazis par le cheminement compliqué des services d'occupation. Elles sont présentées par le délégué général du gouvernement français qui fait connaître, le 18 décembre, son intervention auprès du commandement militaire allemand en France (1).

Comme les autorités occupantes continuaient à procéder à leurs saisies et qu'aucun signe extérieur, aucune réponse, ne laissaient espérer un changement d'attitude quelconque, le ministre secrétaire d'État aux Finances renouvella sa démarche auprès de M. de Brinon.

Il insista, une fois encore (2), pour que soit dressé un double inventaire français et allemand des œuvres d'art saisies et pour que toutes facilités soient données aux fonctionnaires français d'entrer dans les maisons ou les appartements placés sous séquestre afin de procéder aux opérations entraînées par la gestion de ces biens (3).

Ce fut encore un caillou perdu lancé dans une mer indifférente.

Constatacion pouvait être faite, peu après, que ces immeubles gardaient porte close et que deux sentinelles en armes flankaient toujours l'entrée du musée du Jeu de Paume, où s'entassaient chaque jour de nouvelles collections israéliques enlevées sans contrôle.

Cette dernière protestation du ministre des Finances coïncidait par sa date — était-ce fortuit? avec un retour du Reichsmarschall à Paris.

Pendant les trois mois qui venaient de s'écouler, le petit bâtiment de la terrasse des Tuileries s'était refermé sur une

(1) Lettre du délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés à M. le ministre, secrétaire d'État aux Finances, en date du 18 décembre 1940.

(2) Rappel des correspondances échangées avec le prédécesseur de M. de Brinon, le général de La Laurencie le 14 et le 18 décembre 1940.

(3) Lettre du ministre, secrétaire d'État aux Finances, à l'ambassadeur de France, délégué général du gouvernement français pour les territoires occupés, en date du 5 février 1941.

activité muséographique qui rappelait celle des grandes expositions internationales. Hélas, il ne s'agissait pas des mêmes échanges culturels, amicaux et désintéressés ! Les experts allemands travaillaient seuls aux inventaires des objets d'art saisis dont le nombre augmentait chaque jour.

Le Dr Bunjes et le colonel von Behr supervisaient ces arrivées au fur et à mesure que les convoyeurs de la police allemande déchargeaient leur butin. Une atmosphère à la fois policière et militaire régnait dans le service.

C'est dans cette ambiance, bien peu artistique, que fut annoncée une nouvelle visite du Reichsmarschall. Celui-ci, aux prises avec de nombreuses responsabilités, ne décidait de son départ pour Paris qu'un ou deux jours à l'avance ; une exposition devait alors être préparée d'urgence pour faciliter son choix.

Curieusement, il ne vint pas au Jeu de Paume le jour de son arrivée et convoqua, ce 4 février, l'état-major de l'E.R.R. au Quai d'Orsay, avec le général Medicus représentant le commandant militaire de Paris.

Ce qui se passa au cours de cette visite nous est connu par le compte rendu qu'en fit le Dr Bunjes (1). Le Reichsmarschall remit tout d'abord à von Behr les photographies des objets d'art des précédentes expositions qu'il voulait « acquérir ».

Bunjes relate qu'après avoir entendu le Reichsmarschall exprimer ses intentions, il crut devoir lui rappeler l'intervention du gouvernement français contre l'activité de l'Einsatzstab et l'instruction de la conférence tenue chez le Ministerial Director Best où il avait été décidé de s'en remettre au Führer, afin qu'il inspire lui-même la réponse de l'O.K.H. à ces protestations.

Ainsi les démarches en cours devaient arriver, par-dessus la tête de Goering, en fin de transmission, jusqu'à Adolf Hitler. On ne peut croire cependant que la partie aurait été gagnée.

(1) Rapport sur la situation pour la période allant du 12 janvier au 15 février 1941.

par les Français si la transmission de leurs notes par l'O.K.V. avait pu s'effectuer sans arrêt, jusqu'au sommet.

La machine administrative fut stoppée par le Reichsmarschall. Il confirma d'ailleurs à Bunjes son intention de parler personnellement de cette affaire avec le Führer. Il était dès lors facile de prévoir de quelle manière seraient présentées les revendications françaises.

Ce point réglé, Goering précisa à nouveau que ses ordres pour l'Einsatzstab Rosenberg restaient valables.

Après cette exécution sans recours du droit international, les Français pouvaient s'étonner de n'avoir même pas reçu un accusé de réception... A quoi donc servaient nos missions diplomatiques auprès des occupants, puisque la faveur d'une réponse, même négative, ne leur était pas accordée ? Celle-ci, il est vrai, eût été bien embarrassante.

Goering, homme de décision, fit connaître le jour suivant les conséquences pratiques à tirer de ses directives : les objets d'art que le Führer désire acquérir et ceux que lui-même a choisis avec l'intention de les acheter pour sa collection, devront être chargés immédiatement dans deux wagons de chemin de fer accrochés à son train spécial pour le retour à Berlin (1).

Le sort en était donc jeté — les œuvres d'art confisquées étaient purement et simplement enlevées — quel que fût le protocole impérial avec lequel le Reichsmarschall les attachait à son char.

J'ai souvent pensé que Goering se donnait la comédie et que tout ce processus avait été rêvé avant d'être réalisé. Il jouissait de se voir traînant après lui les trophées d'une victoire.

Je ne puis moins faire que d'associer cette impression à celle que me laissa une de ses robes de chambre trouvée à la fin de

(1) Lettre du chef de l'Administration militaire au commandant militaire en France, signée Medicus, en date du 9 février 1941, transmettant l'ordre de Goering du 5 février 1941.

la guerre dans ses bagages personnels. Il s'agissait d'un ample kimono de soie d'un rouge impérial, raidi par une lourde bordure d'or, une sorte de manteau de cour pour cérémonie ainsi Sacre. J'imagine très bien le train de Goring l'emportant ainsi vêtu et transposé dans la pourpre, avec derrière lui les signes manifestes de son triomphe.

Qu'importaient les protestations administratives françaises et les lamentations de tous les Israélites dépouillés? De par son rang et l'idée qu'il se faisait de sa personne, de par l'autorité qu'il détenait, le Reichsmarschall n'était plus accessible. Aucune plainte, humainement ou légalement justifiée, ne pouvait l'atteindre.

Le Dr Bunjes paraît pourtant inquiet des gestes de son maître. Il signale dans son rapport, qu'après lui avoir entendu donner l'ordre d'enlèvement, il avait attiré son attention sur la situation juridique obscure de ces biens confisqués. La réponse de Goring fut bien celle de quelqu'un qui ne peut ou ne veut pas comprendre.

Il éclaircira, dit-il, cette situation avec le Führer. Les objets attribués seront taxés et les sommes correspondant à leur valeur seront déposées dans un compte bloqué.

Un malheureux expert français terrorisé, estima par la suite, à des prix ridiculement bas, les œuvres sélectionnées par le Reichsmarschall. Mais jamais aucun argent ne fut donné en contrepartie, car Goring savait concilier le goût de la somptuosité avec une avarice certaine.

Le 8 février 1941, sur son ordre, quelques-unes des œuvres d'art les plus précieuses quittaient la France.

Elles appartenaient pour la plupart aux collections Rothschild, Seligmann, Wildenstein.

Les peintures avaient été choisies parmi les œuvres de l'École flamande ou celles du XVIII^e siècle français. *Adam et Ève au paradis*, de David Teniers, voyageaient de compagnie avec *Mélagre et Atalante* de Rubens. Un petit joueur de guitare continuait à charmer les amoureux dans deux parcs de Pater. Quant à la *Vénus* de Boucher elle correspondait à la double

recherche que poursuivait Goring pour sa collection : le XVIII^e siècle français et l'esthétique féminine. Une autre *Vénus*, de Cranach était du voyage. Évaluée 3 000 francs par son pitoyable expert français, elle était inestimable pour Goring qui appréciait particulièrement ce maître allemand dont à la fin de la guerre il a réussi à posséder 52 tableaux.

Sept chefs-d'œuvre de ce premier convoi avaient été sous-traités de la collection Jonas. Goring n'avait pas hésité à envoyer deux de ses émissaires par avion militaire à Bordeaux, pour retirer immédiatement les meilleurs numéros de cet ensemble connu. Ces peintures, enlevées dans le train spécial, faisaient partie du voyage.

Prudence et opération de couverture, — ou peut-être loyauté de vassal envers son suzerain, — Hitler avait été associé par le Reichsmarschall à ce déménagement du 8 février 1941 avec quinze caisses qui lui étaient personnellement destinées.

Parmi elles cinq coffres noirs, emballage original des Rothschild, avaient facilité ce transfert de propriété. Goya, Rembrandt, Franz Hals donnaient le ton à cette attribution fastueuse et gratuite. En tout 53 peintures, 6 commodes du XVIII^e siècle devaient revenir au chancelier du Reich; de quoi s'attirer quelques remerciements.

Ce ne fut qu'au début du mois de mars seulement que cette part de butin atteignit Munich où elle aurait pu arriver plus vite et directement.

Après ce premier envoi, les expéditions vers l'Allemagne se succédèrent jusqu'à la fin de l'occupation. La voie avait été définitivement ouverte par le Reichsmarschall.

Il l'utilisa à nouveau après avoir visité au Jeu de Paume les expositions des 9, 11 et 14 mars.

Presque au même moment, ce qui restait au musée des biens artistiques confisqués prit la direction de Füssen et celle des châteaux de Louis II de Bavière.

Bien qu'il n'en fût pas destinataire, c'est encore Goring qui dirigea l'opération et donna des ordres au chef de sa Luftwaffe,

désignant nommément les personnes de l'E.R.R. responsables du transport (1).

Désormais leur sort était arrêté, les trésors d'art israéliques après leur enlèvement ne resteraient en France que le temps de s'inscrire sur un inventaire allemand et de figurer dans les expositions présentées au choix du Reichsmarschall.

Toutes ces manœuvres de démenagement et d'emballage s'effectuaient secrètement à l'intérieur du Jeu de Paume, avant que ne soient rapidement chargés les camions dirigés vers la gare du Nord.

Elles constituaient la seule et ironique réponse aux démarches faites en vue de retenir les collections saisies.

Les Français n'en continuèrent pas moins à protester — espérant qu'un jour ils pourraient être entendus. — Les Domaines et les Musées nationaux obtinrent de l'amiral de la Flotte qu'il s'adressât, hors des circuits diplomatiques habituels, directement au commandant militaire en pays occupé, le général von Stuepnagel, pour que cesse la prévarication des biens juifs (2). Les autorités de la Wehrmacht évincées par Goering allaient-elles encore s'émouvoir?

(1) Ordre du Reichsmarschall Goering, daté de Paris, le 12 mars 1941.

(2) Lettre de l'amiral de la Flotte, vice-président du Conseil, au commandant en chef en France, datée de Vichy, le 11 août 1941, signée Darlan.

CHAPITRE IX

RASSEMBLEMENT
DES COLLECTIONS CONFISQUÉES

L'année 1941 fut certainement capitale pour l'Einsatzstab Rosenberg, elle marqua l'apogée de son action et de sa puissance.

Grâce à la protection du Reichsmarschall, l'E.R.R. se trouvait à Paris dans une situation privilégiée et indépendante du gouvernement militaire. De plus les autorités de la Luftwaffe, y compris son commandant en France, le général Hanel, devaient, par ordre de Goering, lui apporter toute la coopération possible.

Dernière les portes fermées du Jeu de Paume gardé par des sentinelles de l'armée de l'Air, régnait une animation fébrile et le musée regorgeait du meilleur des possessions artistiques de Paris. Rien au cours de cette deuxième année d'occupation ne semblait pouvoir interrompre ou même ralentir l'activité de l'Einsatzstab.

Les protestations, qu'elles fussent allemandes ou françaises, restaient toujours sans effet et l'épuisement des collections ne se faisait pas encore sentir; bien au contraire, l'usine à confiscations fonctionnait à plein rendement. Les camions de démenagement convoyés par des fonctionnaires de la Gestapo, l'alimentaient à une cadence de plus en plus rapide. Tous ces biens aboutissaient et s'accumulaient au musée du Jeu de Paume.

Le bâtiment était à peine suffisant pour emmagasiner tableaux,

meubles, sculptures, pendules et objets ornementaux de toute nature.

Des œuvres connues du monde entier s'y mêlaient à d'autres de moindre valeur, témoignant surtout du goût et de l'attachement sentimental de leurs anciens propriétaires. Elles avaient été enlevées d'appartements et de garde-meubles, où les chevaliers d'Hitler, s'adaptant aux circonstances, s'étaient contentés de profits immédiats, à défaut de trésor caché.

L'Allemagne de tous les temps a toujours été exaltée par le goût du butin et par le mirage de l'impossible à saisir. L'avidité et le romantisme qui s'y attachent ont un caractère essentiellement germanique. Pour la confusion du III^e Reich, les nazis poursuivirent les richesses légendaires promises au guerrier allemand, non seulement dans les opulentes collections juives, mais aussi dans ces humbles possessions qui n'ont de prix que pour la tendresse humaine.

Aux quelque 400 caisses venues de l'ambassade d'Allemagne, sauvagement déballées en un jour et une nuit pour la satisfaction de Goering, s'étaient jointes d'autres vagues de butin d'ampleur analogue.

Bientôt il ne fut plus possible d'utiliser les salles du rez-de-chaussée pour les expositions, seul l'étage du musée resta réservé aux présentations artistiques offertes au Reichsmarschall.

Pendant longtemps les collections Rothschild, celles des barons Édouard, Henri, Robert, Maurice ou Edmond jouèrent le premier rôle. Leurs œuvres d'art, dont une partie cependant avait été enlevée dès l'arrivée des armées hitlériennes, n'étaient pas encore toutes expédiées dans le Reich. La plupart se trouvaient encore toutes expédiées dans le Reich. La plupart se trouvaient encore toutes expédiées dans le Reich. La plupart se trouvaient encore toutes expédiées dans le Reich.

Le premier rôle. Leurs œuvres d'art, dont une partie cependant avait été enlevée dès l'arrivée des armées hitlériennes, n'étaient pas encore toutes expédiées dans le Reich. La plupart se trouvaient encore toutes expédiées dans le Reich.

Le premier rôle. Leurs œuvres d'art, dont une partie cependant avait été enlevée dès l'arrivée des armées hitlériennes, n'étaient pas encore toutes expédiées dans le Reich. La plupart se trouvaient encore toutes expédiées dans le Reich.

d'année au Jeu de Paume faillirent entraîner un parquet sous leur poids.

En mars, 360 malles et emballages de contenu précieux furent confisqués au château de Reux, dans le Calvados.

Après ces enlèvements succédant à ceux de Ferrières, la razzia était désormais complète dans les propriétés du chef de la banque Rothschild.

Le château de la Muette, appartenant à une autre branche de cette famille, dut également livrer ses possessions. Au même moment les Allemands s'attaquèrent à l'hôtel du baron Maurice, faubourg Saint-Honoré, et à ses châteaux de Maisons-Laffite et d'Armainvilliers. Les collections de ces somptueuses demeures étaient célèbres. Elles parvinrent au musée avec quelques-unes des plus significatives expressions de l'art français du XVIII^e siècle. Boucher et Fragonard y jouaient les chefs de file mais ne pouvaient faire oublier de nombreux autres maîtres, leurs contemporains, « sauvagardés » au cours de la même opération.

Des chefs-d'œuvre étrangers étaient aussi pris en compte par l'E.R.R. On s'étonnait de reconnaître parmi eux des tableaux de réputation mondiale comme l'*Abondance* de Rubens, la *Reine d'Autriche* de Vélasquez, le portrait du *Tiïen* par lui-même.

Quant aux objets d'art, ils enrichissaient encore cet ensemble de raffinement et de souvenirs. Cela commençait aux verres antiques pour finir aux aiguillères et aux ciselures de Benvenuto Cellini. Reliques et merveilles qui toutes arrivèrent au Jeu de Paume.

C'est en avril de la même année que les biens appartenant à Philippe de Rothschild furent ramenés à Paris par le Devissenschuttkommando qui les avait repérés dans les coffres de la Société générale d'Arcachon.

Cette organisation, parallèle à celle de Rosenberg, s'occupait surtout de finances, mais ne dédaignait pas les valeurs artistiques dont elle faisait profiter l'Einsatzstab. Les plus spectrales de ses saisies furent celles qui lui livrèrent dans les sucursales de la Banque de France, à Nevers et à Angoulême, ainsi

qu'à la Banque de Paris et des Pays-Bas, vingt-deux coffres contenant les bijoux des principaux membres de la famille Rothschild.

A quoi sert de tenter une description, quand déjà silhouetter pièce à pièce tant de chefs-d'œuvre serait impossible. Leur profusion et leur magnificence me firent comprendre, lorsque j'eus après la guerre à assurer la restitution des bijoux anciens, ce qu'est la fortune avec ses infinies possibilités dans le domaine de l'Art et de la Beauté.

Les parures modernes ne vinrent pas au Jeu de Paume. Seules y arrivèrent les joailleries de style, parmi lesquelles la presque totalité des créations du xvi^e siècle existant encore dans le monde.

Un tel ensemble, avec ses pendentifs, ses agrafes, ses colliers auquel il faut ajouter les coupes et les nefs de cristal de roche ornées d'émaux et de pierres précieuses, donne une réalité formelle et tangible à tout ce que l'on peut rêver des splendeurs de la Renaissance.

Göring put admirer ces joyaux dès sa visite du 14 mars. Une garde spéciale ne les quitta ni jour ni nuit tant qu'ils restèrent au musée. Plus de trois cents pièces, parmi les plus belles, furent présentées à la convoitise du Reichsmarschall, attendant son choix qui se fixa seulement sur six d'entre elles. Cette retenue peu habituelle chez un amateur passionné de bijoux modernes des projets qui ne furent dévoilés qu'après la guerre.

L'autre partie de la collection composée de bijoux modernes captait tout autant, sinon plus encore, son attention. Il dut alors décider — ainsi que le confirmèrent plus tard des informations alliées — que mieux valait traiter avec les services financiers de Berlin, dont dépendait le Devisenschutzkommando, et garder son crédit intact auprès de l'E.R.R. mal habilité à liquider des valeurs déjà prises en compte par la Reichshauptkasse. D'autant plus que les pierres précieuses avaient été promues par les Hitlériens au rang de monnaie internationale. Leur possession ne pouvait donc dépendre que de tractations bancaires à mener indépendamment des attributions d'œuvres d'art. Göring trouverait bien un moyen pour arriver à ses fins, directement ou par personne interposée...

De cette visite du 14 mars, le Reichsmarschall n'emportait que deux des plus beaux pendentifs composés par un orfèvre du xvi^e siècle autour de grosses perles baroques. L'un et l'autre de ces joyaux, que ce soit le Centaure, ou le Saint Georges combattant le dragon, était rehaussés d'émaux de couleur, de ciselures et de pierres.

Deux médaillons sertis d'or, avec de gros cabochons d'émaux, étaient bien faits pour lui convenir. Il se les attribua. Il en fut de même pour une autre de ces pierres montée en bague. Le goût de Göring pour les émeraudes était bien connu; il en portait toujours sur lui, quelquefois à même sa poche. Il aimait à en jouer, comme d'autres font tinter de la menue monnaie.

Quand il quitta la gare du Nord, ces nouveaux hochets voyagèrent avec lui sans emballage.

Tous ces biens somptuaires appartenant à la famille de Rothschild se trouvaient confondus par l'E.R.R. avec d'autres valeurs d'art de propriété juive, mais d'autre provenance.

Ce fut encore le Devisenschutzkommando qui dirigea vers le musée du Jeu de Paume, après une saisie effectuée à Bordeaux, une cinquantaine d'objets d'art de la collection Jacques Stern, parmi lesquels deux admirables dessins de Watteau.

Toujours au cours de cette même année, les tableaux modernes d'Alfred Lindon entrèrent au Jeu de Paume, après avoir, par les soins du Devisenschutzkommando, quitté les coffres de la Chase Bank.

La Femme à l'ombrelle, la *Rue Montorgueil*, deux des peintures les plus connues de Claude Monet, *Un Printemps* de Sisley et des *Danseuses* de Degas, tous ces chefs-d'œuvre furent à leur tour enregistrés par l'Einsatzstab et vinrent s'ajouter aux deux cents toiles modernes de la galerie Paul Rosenberg.

Vingt-cinq tableaux du xx^e siècle enlevés du château des David-Weil à Mareil-le-Guyon faisaient, d'autre part, valoir l'art de Vuillard, Bonnard et Maurice Denis, sans convaincre toutefois les nazis... Les cent quatre-vingt-huit tableaux, « expressionnistes sauvages », d'Alphonse Kann étaient déjà parqués dans le local spécialement réservé à l'art dégénéré.

D'autres peintures, où les signatures de Léger, Dufy, Masson se lisaient le plus souvent, se joignirent en grand nombre aux collections israéliques transportées de Chambord et de Sourches. Elles augmentèrent d'une centaine de tableaux un stock déjà considérable dont aurait pu à juste titre s'enorgueillir l'art de ce temps.

Toutes ces toiles choisies par des collectionneurs avertis ne réussissaient, au Jeu de Paume, qu'à susciter la réprobation des fonctionnaires du Reich hitlérien qui les considéraient comme les productions enjuivées d'un « art dégénéré ».

Pour cette raison, afin d'éviter la contamination du goût allemand, elles étaient réunies, ou plutôt mises à l'écart, dans la salle la plus reculée et la moins accessible du musée. Aux derniers temps de l'occupation, tous les grands artistes de la peinture contemporaine avaient fini par s'y donner rendez-vous. Les tableaux de Picasso, Braque, Matisse, Dali, Soutine, étaient les plus nombreux, subissant en commun la honte d'être beaux, d'une beauté moderne et réprouvée.

En 1941, le sort de la plupart de ces toiles n'était pas encore décidé, car Goering, bon connaisseur, ne pouvait se laisser bernier en matière d'art par l'idéologie qu'il servait aux autres.

Il n'en fit donc pas pour lui une question de principe. C'est ainsi qu'il voulut bien accorder les moyens nécessaires et l'aide de sa Luftwaffe, pour ramener à Paris la collection Paul Rosenberg qu'il savait dominée par une esthétique d'avant-garde, à la seule condition qu'il fût le premier à s'y servir.

Trente-deux tableaux lui furent ainsi attribués qu'il emporta ou laissa à Paris pour les échanger.

Seize peintures de la collection Kann eurent le même sort.

A la fin de l'année 1942, le Reichsmarschall avait retenu pour lui-même 10 Renoir, autant de Degas, 2 Monet, 3 Sisley, 4 Cézanne, 5 Van Gogh, pour ne citer que les peintres les plus illustres.

Petite concession faite à l'art moderne et curieuse façon de montrer son dédain pour ces maîtres condamnés...

L'abondance des peintures stockées au Jeu de Paume devint

de plus en plus profitable à Goering qui disposait ainsi d'une véritable masse de manœuvre lui permettant d'acquérir, sans bourse délier, d'autres tableaux qu'il convoitait sur le marché européen.

Les toiles réprouvées pouvaient procurer des ressources financières non négligeables. C'était ce qu'avait calculé l'ambassade d'Allemagne en livrant au commerce d'art les impressionnistes saisis. Imagine-t-on cela, Picasso, Matisse, ou Berthe Morizot intégrés dans une économie de guerre. Tout ce charme transformé en moyens de destruction?

Cependant, parmi les objets rassemblés par les nazis, bien peu allaient rivaliser en qualité et en intérêt avec ceux qui, au cours du mois d'août de la même année, étaient déballés des cent trente caisses contenant une partie de la célèbre collection David Weill. Leur présence au Jeu de Paume porta jusqu'à un niveau jamais atteint, ni dépassé par la suite, la richesse de cette réserve artistique que s'était ménagée le III^e Reich au cœur même de Paris.